

Expérimentation intranet D.G.I./CP:

CONCLUSIONS : **dept.37**

des chiffres qui parlent :

Au contraire d'idées répandues par nos « politiques », le contribuable, quand il se déplace dans nos services, ne se trompe pas d'adresse (Sur plus de 43000 usagers potentiels, seules entre 182 et 303 procédures ont été enregistrées, et seuls 11 questionnaires servis par les usagers) !

nos responsables écrivent , en « terme d'appréciations qualitatives » :

« ce nouveau moyen de communication n'aurait pas entraîné d'augmentation du contentieux » !
(... OUF...)

les agents praticiens, dubitatifs, indiquent, au delà de la dotation en matériel informatique supplémentaire bienvenue, ne pas trouver d'amélioration dans le traitement des dossiers ni en terme de rapidité ni en terme de qualité

Nous pourrions reprendre notre tract de mars 2001 (accessible sur notre site) qui faisait apparaître les difficultés de mise en place de l'intranet commun D.G.I./D.G.C.P. , et dire que les enseignements tirés du point d'étape du 27 mars 2001 en présence de MM.LAMIOT et GRAPINET n'ont, pour le moins, pas été suivis d'effet.

Le comptage des transactions, fin juin, entre la D.G.I. et la D.G.C.P., est toujours aussi faux (cf. tableau ci-dessous)...ce qui a vraisemblablement permis à la Trésorerie de Chinon d'être citée dans le rapport national avec un nombre important de procédures (115), des messages continuent à disparaître en cours de traitement, pas de meilleurs traitements des demandes (ni quantitativement, ni qualitativement), des problèmes d'utilisation de l'outil continuent à se poser , les scanners de la D.G.C.P. sont jugés « peu performants », les relations avec la D.G.I. ne se sont pas modifiées (là où elles étaient bonnes, elles le demeurent, là où elles ne l'étaient pas...).

De nouveaux besoins, liés à la faible utilisation, apparaissent, notamment en terme de formation.

Cette expérimentation qui, en l'état, arrive à son terme, ne permet pas de confirmer qu'elle répond à un besoin : son périmètre est peu ambitieux et à la hauteur des présents résultats, l'utilisation de cet outil, déjà faible en mars 2001, n'a cessé de baisser.

Dans le meilleur des cas, l'intranet commun n'aura fait que remplacer la fiche de visite !

NOMBRE ET REPARTITION DES PROCEDURES AU PLAN LOCAL				
Nature des Interventions	Transmissions D.G.C.P. vers la D.G.I.		Transmissions D.G.I. vers la D.G.C.P.	
	D.G.C.P.		D.G.I.	
Changement d'adresse	89	Sur 182 messages envoyés par la D.G.C.P. seuls 82 sont parvenus à la D.G.I.	39	Sur 121 messages envoyés par la D.G.I. 100 messages sont parvenus à la D.G.C.P.
Demande adhés. mensu.			6	
Modif. Contrat. mensu.			32	
Déclaration de décès	14		7	
Délais de paiement			1	
Réclamation (gracieux)	10			
Réclamation (contentieux)	58			
Facilitation de prise de contact	11		17	
Divers			19	
TOTAL	182			